

Unité départementale du Bas-Rhin  
Equipe Centre  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG

Strasbourg, le 27/03/24

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE EUROPEENNE DE STOCKAGE D1**

28 RUE DE ROUEN  
67000 STRASBOURG

Références : 0006700407/GC/AC  
Code AIOT : 0006700407

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2024 dans l'établissement SOCIETE EUROPEENNE DE STOCKAGE D1 implanté 28 rue de Rouen - 67000 STRASBOURG. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE EUROPEENNE DE STOCKAGE D1
- 28 rue de Rouen - 67000 STRASBOURG
- Code AIOT : 0006700407
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La Société Européenne de Stockage exploite à Strasbourg, au Port aux Pétroles, un dépôt de liquides inflammables relevant de la directive "Seveso" (seuil haut).  
Ces installations ont été initialement autorisées par arrêté préfectoral du 11/06/1976.

Ces installations sont notamment soumises aux prescriptions de :

- l'arrêté ministériel du 26/05/2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 03/10/2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- l'arrêté préfectoral du 02/11/2009 codifiant l'ensemble des prescriptions relatives à la SOCIETE EUROPEENNE DE STOCKAGE DEPOT 1 au PORT AUX PETROLES DE STRASBOURG ;

#### Thèmes de l'inspection :

- Rejets COV, POI et risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	AIR - valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 02/11/2009, article 8.4	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport de l'assureur	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
2	POI - contenu	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et annexe V	Sans objet
3	POI - exercice	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et annexe V	Sans objet
4	Investigations post accidentelles	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Emissions de COV	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 44	Sans objet
6	Unités de récupération des vapeurs	Arrêté Préfectoral du 02/11/2009, article 8.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le respect des valeurs maximales des rejets de COV en flux horaire et annuel n'a pas pu être vérifié lors de la visite. Les éléments transmis postérieurement à la visite ne permettent pas de s'assurer du respect des valeurs limites prescrites pour ces flux (mise en demeure avec un délai d'un mois).

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport de l'assureur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'établissement, sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le dernier rapport de visite de l'assureur datant de 2016 a été présenté.  Les préconisations de l'assureur concernent principalement la partie "ex GPS" du dépôt. Il est fait état d'absences ou de non-conformités relatives à la détection de gaz en cuvette et en pomperie de "l'ex GPS", à la détection incendie dans des locaux techniques, aux moyens d'extinction d'incendie au niveau des armoires électriques, au système de sécurité incendie inadapté au niveau des anciennes moto-pompes (ex GPS).  L'exploitant a remédié à la plupart des points visés par le rapport de l'assureur.

L'inspection note que la cuvette B51/B52 est désormais équipée d'un détecteur de gaz, mais pas la pomperie associée. L'exploitant a expliqué ne pas avoir équipé la pomperie en raison d'une faible utilisation, à raison d'un transfert d'essence par mois, et l'abandon prochain des transferts de ce produit dans la partie "ex GPS" du dépôt.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : POI - contenu

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et annexe V

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

### **Prescription contrôlée :**

« L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. »

Annexe V

**DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31/12/2021**

a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;

b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;

c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;

d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;

e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;

f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;

g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;

(...)

i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent

arrêté.
<b>Constats :</b>  Le POI a fait l'objet d'une mise à jour en 2023. Il a été présenté à l'inspection. L'inspection a vérifié point par point la présence des données et informations prévues par la prescription. Les éléments constitutifs du POI n'appellent pas l'inspection à formuler d'observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : POI - exercice

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. » Annexe V DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31/12/2021 (...) c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ; (...)
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, et de façon inopinée, l'inspection a demandé au personnel présent en salle de contrôle de simuler un scénario de feu de bac jusqu'à l'étape de déclenchement du système d'extinction d'incendie. L'opérateur a procédé aux étapes telles que décrites dans le POI.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Investigations post accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Post accident
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :  Les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.  Le plan d'opération interne précise : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li> <li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. L'exploitant</li> </ul>



justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. (...)

- dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

« L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. »

Annexe V (extrait)

i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances ».

**Constats :**

Une convention commune à l'ensemble des établissements du groupe a été signée avec un prestataire extérieur en avril 2023.

Une proposition commerciale (avenant non encore signé) pour l'année 2024 a été présentée à l'inspection.

Le contrat prévoit une disponibilité 24h/24h et une intervention par un technicien du prestataire dans les 4 heures.

L'exploitant a également présenté les éléments relatifs aux substances recherchées, aux moyens de prélèvement et aux entreprises extérieures susceptibles d'intervenir pour effectuer une dépollution après accident.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Emissions de COV**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 44

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets air

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour quantifier et limiter les émissions de COV de ses installations en considérant les techniques les plus efficaces pour la protection de l'environnement dans son ensemble, dans des conditions économiquement et techniquement viables sans prescrire l'utilisation d'une technique ou d'une technologie spécifique et en prenant en considération les caractéristiques de l'installation concernée, son implantation géographique et les conditions locales de l'environnement.

L'exploitant réalise un inventaire des sources d'émission en COV canalisés et diffus. La liste des sources d'émission est actualisée annuellement et tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

Pour les réservoirs de stockage, l'inventaire contient également les informations suivantes : volume, produit stocké, équipement éventuel (par exemple toit flottant ou écran flottant) et des informations sur le raccordement éventuel à un dispositif de réduction des émissions.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un dossier contenant les schémas de circulation des liquides inflammables dans l'installation, la liste des équipements

inventoriés et ceux faisant l'objet d'une quantification des flux de COV, les résultats des campagnes de mesures et le compte rendu des éventuelles actions de réduction des émissions réalisées.

**Constats :**

Les émissions de COV générés par l'essence et l'éthanol sont canalisées et orientées vers les unités de récupération de vapeurs (URV) afin d'y être traitées.

Le site est équipé de deux URV : une unité dédiée aux transferts routiers et une unité dédiée aux transferts fluviaux. Leur interconnexion permet, par ailleurs, de maintenir les opérations de transferts malgré l'arrêt de l'une ou de l'autre.

Des plans de l'ensemble des installations (réservoirs, tuyauteries, pompes, URV, postes de chargement...) permettant d'identifier la circulation des produits et le circuit de récupération des vapeurs par code couleur ont été présentés à l'inspection.

L'exploitant a indiqué qu'un inventaire des sources de COV a été effectué mais il n'est pas actualisé annuellement. L'inventaire, document relativement ancien selon l'exploitant et nécessitant un temps important de recherche, n'a pas pu être présenté le jour de la visite. Suite à l'inspection, celui-ci a été actualisé le 28/02/2024, et transmis le 07/03/2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Unités de récupération des vapeurs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/11/2009, article 8.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets air

**Prescription contrôlée :**

Les effluents gazeux sont rejetés par des cheminées dont les caractéristiques sont calculées conformément aux textes réglementaires. Les émissaires suivants respectent en particulier les conditions suivantes :

Nature de l'installation	Hauteur de la cheminée (m)	Diamètre au débouché (m) ou vitesse d'éjection (m/s)
Echappement des unités de récupération des vapeurs	10	Diamètre = 0,2 m

**Constats :**

Les deux URV sont semblables.

L'exploitant a précisé qu'elles n'ont pas été modifiées depuis leur installation.

L'inspection a constaté que les hauteurs des cheminées et leurs diamètres correspondent aux dimensions prescrites.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : AIR - valeurs limites de rejet**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/11/2009, article 8.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets air

**Prescription contrôlée :**

Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs maximales suivantes avant toute dilution :

Nature de l'installation / identification de l'émissaire	Paramètres	Concentration g/Nm <sup>3</sup>	Flux horaire kg/h	Flux annuel t/an
Échappement des deux unités de récupération des vapeurs	COV	35	35	20
<p>Les concentrations sont exprimées en mètres cubes par heure rapportée à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs)</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Chaque URV est équipée au niveau de la cheminée d'un analyseur qui mesure en continu la concentration en COV rejetés à l'atmosphère.  Les données des analyseurs sont affichées sur des écrans dédiés en salle de supervision.  L'inspection a pu consulter un des affichages (le second étant éteint pour raison de maintenance)  Au moment de la visite, la concentration de COV s'élevait à 0,89 g/m<sup>3</sup>.  Les valeurs maximales des flux (horaire et annuel) enregistrées n'ont toutefois pas pu être vérifiées au moment de la visite.</p> <p>Des extraits des mesures des deux URV sur les trois derniers mois ont été transmis à l'inspection le 7 mars 2024. Ces éléments permettent de constater que les concentrations en COV n'ont globalement pas dépassé les 35 g/m<sup>3</sup>. Toutefois, un pic allant au-delà de l'échelle utilisée a été enregistré pour l'URV 2 en février (le graphique transmis ne permet pas d'identifier précisément la date).  Il est attendu que l'exploitant apporte des explications quant à ce dépassement.  Malgré les éléments transmis postérieurement à la visite, l'exploitant ne justifie pas du respect des valeurs limites des flux horaire et annuel pour l'année 2023.</p>				
<b>Type de suites proposées : Avec suites</b>				
<b>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</b>				
<b>Proposition de délais : 1 mois</b>				